

A r r ê t e

1 - M. Cordellier Bernard est autorisé à installer au N° 8 de la rue Paul Kervistin à l'Anse-Vata, les appareils électriques suivants :

- un four	1 656 Watts
- un pétrin	3 680 "
- une façonneuse	450 "
- une diviseuse	920 "
- une fontaine d'eau glacée	720 "
- un matériel d'éclairage	100 "
- une armoire de congélation	430 "
- une vitrine pâtisserie	300 "

8 256 Watts

2 - M. Cordellier prendra toutes dispositions utiles pour éviter la production de fumées et de bruits susceptibles d'incommoder le voisinage.

Au cas où il serait constaté des nuisances excédant les inconvénients normaux inhérents à une telle activité, l'administration se réserve le droit de mettre M. Cordellier en demeure d'y remédier.

3 - Les livraisons ne pourront débuter qu'à partir de cinq heures du matin, sous réserve que toutes précautions soient prises pour éviter les bruits intempestifs susceptibles de troubler le repos des habitants.

4 - La présente autorisation ne saurait en rien préjuger la décision qui interviendra au regard du permis de construire que M. Cordellier est tenu de solliciter des autorités compétentes.

ARRETE n° 77-432/CG du 8 novembre 1977 autorisant l'installation d'un atelier de petite mécanique à Nouméa

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Après en avoir délibéré en sa séance du 8 novembre 1977,

A r r ê t e

1 - M. Broglie Jean-Pierre est autorisé à installer un atelier de petite mécanique au N° 3, rue Edouard Mercier, Vallée des Colons, comprenant :

- un chargeur de batterie
- une meule à affûter de 0,35 CV
- un poste de soudure autogène
- deux perceuses à main
- un crik rouleur

2 - L'intéressé prendra toutes dispositions utiles pour éviter les nuisances au voisinage.

3 - En cas de cession ou d'abandon d'activité par M. Broglie, son successeur sera tenu de remplir les obligations qui lui incomberont tant sur le plan de l'urbanisme que sur celui de la sécurité.

ARRETE n° 77-433/CG du 8 novembre 1977 déclarant d'utilité publique la création de périmètres de protection pour la conservation des eaux du creek Oué Kato et les travaux d'alimentation en eau potable de Saint-Louis (municipalité du Mont-Dore)

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 8 novembre 1977,

A r r ê t e

Sont déclarées d'utilité publique des mesures suivantes :

1°) - Création des périmètres de protection suivants, en vue d'assurer la conservation de la qualité des eaux du creek Oué Kato

a/ - un périmètre de protection immédiate située autour de la prise d'eau dans lequel tout accès sera interdit et qui sera acquis en pleine propriété par la municipalité et clôturé. Il sera constitué par deux bandes de terrain de 4 m de large situées de part et d'autre du creek et s'étendant 50 m à l'amont et 10 m à l'aval du barrage.

b/ - un périmètre de protection éloignée intéressant le bassin versant du creek capté dans sa partie située au-dessus du barrage et dans lequel toute décharge ou autres causes susceptibles de nuire à la qualité des eaux seront interdites.

2°) - Exécution des travaux suivants :

a/ - construction d'un barrage, sur le creek, à la cote 173,00 m

b/ - construction d'un réservoir métallique de 50 m³

c/ - fourniture et pose d'une canalisation d'adduction sur une longueur de 1 500 m environ.

Exécution du raccordement au réseau existant.

ARRETE n° 77-434/CG du 8 novembre 1977 relatif aux avertisseurs spéciaux susceptibles d'équiper les véhicules.

Le Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Après en avoir délibéré en sa séance du 8 novembre 1977

A r r ê t e

1 - Pour l'application du présent arrêté, les véhicules pouvant être équipés d'avertisseurs spéciaux visés aux articles 85 et 135 du Code de la Route sont classés en deux catégories :

1) - *Catégorie A* : - Véhicule à progression rapide.

Véhicules des Services de Police, de Gendarmerie, de lutte contre l'incendie et les ambulances autorisés par les articles 88 et 164 du Code de la Route à être équipés d'avertisseurs spéciaux en vue d'obtenir la priorité de passage prévue à l'article 31 du Code de la Route.